

LA CREATION ET LES PRINCIPALES ACTIVITES DU FONDS MONETAIRE ARABE (F.M.A.)

Dominique Bendo-Soupou
Università di Salerno

1. Introduction

L'histoire du Fonds Monétaire Arabe dont le Siège est établi à Abu Dhabi, est largement marquée par la coopération interarabe. Dans son sens le plus strict, cette coopération monétaire se déroule à travers les banques centrales des pays qui couvrent l'Afrique du Nord et le Moyen Orient. Deux Etats Est-africain et de l'Afrique Centrale (la Somalie non arabe mais assimilé et le Soudan semi arabe), participent activement à cette coopération dont ils sont d'ailleurs les bénéficiaires privilégiés¹. Au nombre de 21, ces Etats sont: l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Bahrain, l'Egypte, les Emirats Arabes Unis, la Jordanie, l'Irak, le Koweït, le Liban, la Libye, la Mauritanie, le Maroc, la Palestine (Etat actuellement sans territoire), le Qatar, la République Arabe du Yémen, la République Populaire Démocratique du Yémen, la Somalie, le Soudan, le Sultanat d'Oman, la Syrie et la Tunisie².

A travers les banques centrales, cette coopération monétaire s'opère d'une manière bilatérale ou multilatérale, et donc sous une forme embryonnaire, indirecte et non systématique, explicable par la naissance récente du Fonds Monétaire Arabe, par ses prérogatives et impact limités sur les politiques économiques, financières et monétaires des pays membres du F.M.A.³. Cette institution qui a la charge de coordonner cette politique de coopération monétaire entre les banques centrales nationales, fait désormais partie du système complexe de coopération inter-arabe destiné à la résolution: d'une part, des problèmes économiques, financiers, monétaires, etc... afférents à l'unification du Monde Arabe; de l'autre, de ceux relatifs au développement de l'Afrique arabe et sub-saharienne, en vue de promouvoir une solidarité politique arabo-africaine⁴. Cette solidarité favoriserait d'ailleurs l'unification du Monde Arabe plus ou moins affecté, même sur les plans économique, financier et monétaire, par le fait de vouloir s'étendre

1 Arab Monetary Fund, *Annual Report*, 1983, p.41

2 Arab Monetary Fund, *Structure and Activities 1977-1983*, A.M.F. 1983. p.13. *The Middle East and North Africa*, 1987 Europa Publications Limited, London, 1987, p.225.

3 B. Touzani, *Monde Arabe, Coopération monétaire et Union politique*, "Jeune Afrique Economie", N°108, Mai 1988, p.84.

4 La plupart de ces institutions sont de nature financière. Cette coopération inter-arabe pour le développement en Afrique contribue au renforcement non seulement d'un pôle économique, financier et politique arabo-africain, mais également de celui du Monde Arabe dont le F.M.A. face à l'Afrique subsaharienne nécessiteuse des ressources et à la recherche des alliances susceptibles de lui permettre de surmonter les obstacles de la réalisation du développement.

dans une Afrique dominée par des intérêts qui résultent de l'existence des zones économiques et monétaires créées par les puissances occidentales en particulier⁵.

Quelles que soient la forme et la dimension de cette coopération que le Monde Arabe voudrait promouvoir par son biais, la création du F.M.A. répond à certains objectifs déterminés par ses Statuts, sur la base desquels il assure des concours financiers aux Etats intéressés, qui ne se prêtent que très lentement au processus d'intégration monétaire susceptible de contribuer à l'unité globale du monde considéré.

2. La Création du F.M.A.

La création du F.M.A. est le point culminant de plusieurs tentatives en vue d'établir une coopération monétaire en relation avec le contexte de l'intégration économique arabe⁶. Les événements historiques qui ont déterminé la création du Fonds sont complexes et interviennent dans le cadre des facteurs économiques et politiques dans le Monde Arabe⁷. Un des principaux événements, est naturellement la création de la Ligue Arabe en 1945 (8). Dans les trois décennies qui ont suivi, la Ligue Arabe et diverses organisations ont oeuvré pour une coopération économique et une intégration arabes.

Sans doute en raison de l'existence récente du Fonds Monétaire International (F.M.I.), l'idée et les propositions en vue de la création d'une Union Monétaire sont émises très tôt en 1946. Dans les années suivantes, différentes propositions sont faites pour une unification, un établissement des comptes courants de liquidation, une organisation financière pour le développement économique, la libéralisation du commerce et la mobilité des facteurs de production, la coordination des politiques monétaires et un Marché Commun Arabe.⁹

Une de ces grandes propositions: la création d'une Union Arabe des Paiements pour les Comptes Courants de Liquidation, est approuvée en 1966 par l'organe des

5 M. Barry, Treize pays africains et la France, Zone Franc, "Jeune Afrique Economie", N°45, Août 1984, pp.30-35. Roger Plagne, "Jeune Afrique-Economie", N°112, Octobre 1988, p.5. J. Gautrand, Zone Franc, "Jeune Afrique Economie", N°109, Juin 1988, pp.64-71. A.A.V.V., les partenaires de l'Afrique: pays à la conquête des chasses gardées, "Jeune Afrique Economie", N° Spécial 110, Juillet/Août 1988. M.A. Barry, L'Afrique et ses partenaires: la fin des chasses gardées, "Jeune Afrique Economie", N° Spécial, Décembre 1986, pp.164- 69.

6 Arab Monetary Fund, *Structure and Activities*, op. cit. p.7

7 Arab Monetary Fund, *Structure and Activities*, Ibid.

8 Arab Monetary Fund, *Structure and Activities*, Ibid.

9 Arab Monetary Fund, *Structure and Activities*, Ibid.

Gouverneurs du Conseil pour l'Unité Economique Arabe. Cette proposition ratifiée par chaque Etat, est présentée et soutenue de nouveau en 1973. Elle est étendue aux concepts de mobilité des capitaux, des marchés financiers arabes et de l'unification monétaire envisagés dans le contexte de l'intégration économique arabe.

En 1974, une étude entreprise par le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (F.A.D.E.S.), est soumise à son Conseil des Gouverneurs.¹⁰ Cette étude recommande l'expansion et la coordination des marchés financiers et du Dinar arabes dans les transactions internationales. En fonction des résultats des discussions qui ont eu lieu au F.A.D.E.S., le Conseil de l'Unité Economique Arabe entreprend une analyse de cette étude. Des conclusions de ce Conseil, il résulte que les conditions économiques et financières du Monde Arabe, n'étaient pas encore favorables à la création d'une Union Arabe des Paiements adéquate. Une alternative est suggérée en faveur de la création d'un Fonds Monétaire Arabe qui, avec le F.A.D.E.S., correspondrait à la structure bipolaire de la Banque Mondiale et du F.M.I.¹¹.

Dans la même année, ces recommandations sont soumises aux Gouverneurs des banques centrales des Etats membres du F.A.D.E.S. en vue d'une étude plus avancée. Le 22 Février 1975, les Gouverneurs des banques centrales des Etats membres du F.A.D.E.S. se réunissent à Baghdad (Irak), à l'invitation du Secrétariat Général du Conseil pour l'Unité Economique Arabe. Cette réunion jette les bases des Statuts portant création du Fonds Monétaire Arabe. Ces Statuts sont revus et définis à Rabat (Maroc), le 27 Avril 1976. Ils entrent en vigueur le 13 Février 1977, un mois après les souscriptions totales excédant les 55% du Capital autorisé.¹²

Avec l'entrée en vigueur des Statuts, le Monde Arabe créait une organisation pour laquelle des devoirs et obligations sont imposés aux Etats membres appelés à approfondir la politique d'intégration économique, monétaire et de promotion du développement des pays intéressés. Le F.M.A. aurait la charge non seulement de mesurer les paramètres de ce développement, mais aussi de concourir à sa réalisation à travers la résolution des problèmes qui affectent les mécanismes économique-financiers dont les balances des paiements des Etats membres. Il s'agit là de quelques objectifs à atteindre en poursuivant ceux solennellement spécifiés par les Etats arabes dans les Statuts de cette organisation.

10 *Arab Monetary Fund, Structure and Activities*, Ibid.

11 *Arab Monetary Fund, Structure and Activities*, Ibid.

12 *Arab Monetary Fund, Structure and Activities*, op. cit. p.8. *The Middle East and North Africa*, 1987, op. cit. p.225.

3. Les Objectifs du F.M.A.

Les Statuts du F.M.A. prévoient des lignes générales pour la réalisation des huit grands objectifs qui se rapportent à la coopération monétaire bilatérale ou multilatérale¹³. La bilatéralité ou la multilatéralité de cette coopération ne modifie en rien les objectifs qui ont été assignés à cette institution dont le Monde Arabe s'est doté en 1976.

Du point de vue de la discipline dont ils relèvent, l'examen de ces objectifs laisse apparaître que certains sont de nature économique comme la coordination des points de vue arabes sur les problèmes économiques internationaux; c'est la forme la plus évidente de la tentative de gestion des politiques économiques internationales et précommunautaires arabes. D'autres sont de nature financière comme l'expertise que, dans la mesure de ses moyens techniques, cette institution peut fournir en vue de stimuler l'extension et le développement des marchés financiers dans le Monde Arabe¹⁴.

Par contre, les questions strictement monétaires appréciées en fonction de la nature des acteurs qui les mettent en oeuvre, ont l'apparence soit: d'être de caractère international, c'est le cas des déséquilibres des balances des paiements, soit purement interarabes et ils sont plus nombreux. Parmi ces derniers, on peut retenir la stabilité des taux de change des monnaies nationales arabes et leur convertibilité entre elles, la compensation des paiements et l'extension du champ de l'emploi du Dinar arabe, qui constituent autant de questions couvrant particulièrement la partie la plus importante des relations monétaires inter-arabes.

A cause de l'inexistence même du Dinar arabe (multinational) et des moyens que le Fonds monétaire a dû mettre en pratique en vue de la réalisation des objectifs qui lui ont été assignés, les problèmes purement monétaires, d'intégration et de développement économiques, ont été justement réduits à leur plus simple apparence. Cette dernière situation explique l'impuissance actuelle du F.M.A. vis-à-vis de ses Etats membres plus engagés dans la résolution des questions économiques, financières et sociales internes. Examinons cette impuissance relative du F.M.A. qui est déterminée par la faiblesse de la coopération interarabe, mais aussi par le renforcement des relations commerciales, économiques, financières et monétaires du Monde Arabe avec l'Occident en particulier.

13 *Arab Monetary Fund, Structure and Activities*, op. cit. p. 9 B. Touzani, Monde Arabe, Coopération monétaire et Unité politique, "Jeune Afrique Economie", op. cit. p. 84.

14 *Arab Monetary Fund, Structure and Activities*, op. cit. p. 10. *Arab Monetary Fund, Annual Report, 1987*, pp. 18-20. *Arab Monetary Fund Annual Report, 1987*, pp. 18-19.

4. La Faiblesse de la Coopération Inter-Arabe

Les principales causes de l'impuissance ou d'une affirmation limitée du F.M.A. à l'égard des Etats membres, résident dans la faible coopération politique, économique, financière et monétaire inter-arabe. Notons singulièrement que les modestes efforts de coopération arabe sont dûs aux ambiguïtés inhérentes à la vision que les responsables politiques des Etats membres du F.M.A., ont des processus qui conduisent à l'Unité arabe et au fait de l'instabilité des idées afférentes à la stabilité des monnaies pour laquelle le Fonds a la charge d'assurer la promotion.

En ce qui concerne l'Unité politique arabe qui est le point dominant, voire la clef de la résolution des questions d'intégration économique, financière et monétaire, il importe de souligner que, contrairement à l'Europe qui s'oriente vers une unification économique et monétaire ayant pour but d'effacer les traces des conflits de plusieurs siècles, le Monde Arabe sort d'une colonisation qui l'a affaibli profondément pendant les deux derniers siècles. Cet affaiblissement a contraint les nouveaux Etats arabes à déployer d'énormes efforts pour construire d'abord l'unité nationale sur des bases économiques, financières, monétaires et politiques solides. La construction de l'économie nationale en particulier, est donc considérée comme l'étape primordiale qui permettrait d'affronter la phase de l'intégration économique et monétaire inter-arabe.

L'objectif visé par les Etats, est d'opposer à toute tentative de recolonisation ou de domination économique, une capacité de résistance plus efficace¹⁵ à partir du potentiel économique national qui, encore de nos jours, ne s'articulerait pas dans le cadre d'une économie communautaire arabe, susceptible de résister à une domination économique néo-coloniale. Cette méthode lente pour affronter la question de l'unité politique arabe, permet de comprendre aisément la raison pour laquelle le projet de l'organisme monétaire: le F.M.A., n'ait été réalisé qu'après trois décennies. Les conditions de la création de cette institution sont les signes évidents de la faiblesse de la coopération inter-arabe qui va marquer l'existence et le processus d'affirmation du F.M.A. dans le Monde Arabe en particulier.

L'unité économique et monétaire arabe a, par contre, connu des entraves dues au difficile processus d'intégration politique. C'est-à-dire: d'une part, à l'intention de certains Etats (Algérie, Arabie Saoudite, Egypte, Libye) de jouer le rôle non approuvé

¹⁵ B. Touzani, Monde Arabe, coopération monétaire et Union politique, "Jeune Afrique Economie", N°108, op. cit. p.85.

par les autres) de leader du Monde Arabe et de promoteur de l'intégration économique et monétaire; d'autre part, à l'observation des différents modèles de développement économique par les pays membres du Fonds. En effet, il existe des pays conservateurs (Arabie Saoudite, Maroc, Mauritanie) qui redoutent toute forme d'intégration économique susceptible de bouleverser leurs structures économiques, politiques et sociales. Certains Etats (Algérie, Républiques Populaires de Libye et du Yémen, Syrie) ont adopté un modèle de développement qui s'apparente formellement à celui des pays de l'Est. D'autres (Liban, Tunisie) sont favorables à un libéralisme très poussé. Enfin, la Somalie et le Soudan ont adopté successivement l'un et l'autre modèles. Ils sont aujourd'hui parmi les pays qui se trouvent dans la plus grande impasse économique et financière qui ait ses origines dans l'incertitude relative aux choix des modèles économiques et de développement. Cette impasse nocive sur le plan monétaire, a déterminé la structure chronique actuelle des déficits des balances de paiements pour lesquels le F.M.A., doté de moyens limités, a dû intervenir souvent dans le cadre de ses diverses opérations financières¹⁶.

A ces précédentes remarques, il importe d'ajouter que la mise en pratique des idées et propositions relatives à l'unité monétaire arabe, qui exige un abandon partiel de la souveraineté nationale dans le domaine monétaire encore géré par les banques centrales, a été peu sollicitée par les Etats pétroliers les plus riches et puissants. La principale cause de cette défaillance de ces membres du F.M.A., s'explique par leur appui sur la zone monétaire du dollar qui, même si elle a été et demeure encore nécessaire pour promouvoir le développement économique interne et pour assurer la stabilité des monnaies locales, ne constitue pas moins un obstacle à l'affirmation des idées et propositions concernant l'intégration monétaire arabe, et sur la base desquelles est né et devrait s'affirmer le Fonds Monétaire Arabe. Il faut noter que cette référence presque aveugle des membres pétroliers du F.M.A. à la zone monétaire du Dollar, est une conséquence directe des relations économiques, financières, commerciales qui affectent aussi l'institution monétaire arabe.

5. Les Relations Arabes avec l'Occident

Les précédentes remarques accusent clairement le fait que le processus de décolonisa-

16 Les années 1982, 1983, 1984 et 1985, symbolisent particulièrement le processus récurrent d'intervention du F.M.A. en faveur de ses membres africains: Maroc, Mauritanie, Somalie et Soudan dont la situation commerciale, économique et financière est largement influencée par des troubles sociaux, guerres internes, la sécheresse et a déterminé la structure actuelle des déficits des balances des paiements qui appellent l'attention permanente du Fonds Monétaire Arabe.

tion politique n'a pas totalement modifié les conditions de la dépendance économique et monétaire des membres du Fonds envers l'Occident. Ces conditions se sont plutôt compliquées et renforcées.

Hormis le fait qu'il est possible d'appliquer à ces relations le concept d'interdépendance économique et commercial provoquée par les ventes des matières premières et le pétrole en particulier, l'impact des investissements arabes en Occident et les flux commerciaux importants entre les deux mondes, la dépendance des membres du Fonds envers le pôle occidental se vérifie par leur appui sur la zone Dollar et les relations économiques, financières, monétaires et commerciales privilégiées qu'ils ont délibérément établies avec l'Occident en fonction, non seulement des vertus de son modèle économique qu'ils apprécient, mais aussi de la manifestation des impératifs de la géopolitique économique issue de la Colonisation.

Ces relations continuent de distraire le Monde Arabe et limitent les efforts qu'il tente de déployer pour exécuter le projet d'intégration monétaire et économique par la voie de la coopération entre les Etats, coordonnée par le F.M.A. qui serait l'institution d'avant garde pour atteindre l'objectif susmentionné. Cette coopération s'exprime particulièrement par la volonté des Etats membres de fournir des ressources au F.M.A., par le jeu de la contribution au capital social d'ailleurs modeste, et du remboursement des fonds reçus au titre des prêts par lui consentis aux pays intéressés.

Or les événements socio-politiques (révoltes populaires, guerres civiles, coups d'Etat), la régression de la production des matières premières exportées, la réduction du revenu national due aussi à la baisse des prix de ces produits d'exportation comme le pétrole, le gaz et la hausse des prix de ceux importés en Occident, entraînent un relatif appauvrissement de certains Etats qui, comme dans le cas de l'Algérie et de l'Egypte dans les années '60 et '70, pourraient connaître des difficultés pour honorer leurs engagements financiers envers le F.M.A.¹⁷. Parmi ces Etats qui connaissent ces crises internes, figurent plusieurs membres du F.M.A.: Algérie, Maroc, Somalie, Soudan etc..., qui n'hésitent pas d'attribuer ces facteurs destabilisateurs de leur vie économique, financière et monétaire entretenus avec l'Occident, mais qu'ils sont pourtant en train de renforcer dans les conditions qui répondent au schéma colonial¹⁸. Le Maroc tente même

17 D. Bendo-Soupou. L'orientation de la stratégie de la Banque Africaine de Développement par son capital-actions, "Le Mois en Afrique" Août-Septembre 1985, N°235-236, p.73.

18 Dans ses échanges avec les pays francophones du Maghreb, la France utilise particulièrement le Franc français qui conditionne aussi les structures monétaires de ces Etats.

A.A.V.V., Les partenaires de l'Afrique, "Jeune Afrique Economie", N° spécial, Décembre 1986, op. cit. pp.164-204. A.A.V.V., L'Afrique et ses partenaires: pays à la conquête des chasses gardées, "Jeune Afrique Economie", N° Spécial 110, op. cit. pp.107-144. S. Bessis, Maghreb: l'offensive italienne, "Jeune Afrique Economie", N° 113, Novembre 1988, pp.68-73.

avec insistance de poser sa candidature pour son entrée dans la Communauté Européenne: c'est-à-dire dans le système monétaire projeté en Europe pour atteindre des objectifs incompatibles avec ceux contenus dans les Statuts du F.M.A.

Les relations économiques, financières et commerciales établies par les membres africains (Algérie, Libye, Maroc et Tunisie) les plus influents du Fonds en question, sont c'aillleurs dominées par une forte concurrence entre les pays européens qui, depuis le début des années '80, tentent de s'accaparer ou de récupérer les espaces économiques et commerciaux qui appellent des investissements financiers énormes dans cette zone méditerranéenne¹⁹ couverte par l'institution considérée. Cette concurrence n'affecte pas moins indirectement la stratégie du F.M.A. parce qu'elle conduit tous les membres du Fonds vers des échanges commerciaux, économiques et financiers liés aux monnaies objectivement plus attrayantes de l'Occident, et non vers une intensification des relations inter-arabes figurant dans les objectifs de l'organisme monétaire arabe.

En réalité, le renforcement de ces relations génératrices des crises économiques et financières en Afrique²⁰, se vérifie au niveau de tous les Etats Africains qui sont plus ou moins liés aux différentes zones monétaires étrangères²¹. Pour homogénéiser leurs politiques économiques, financières, monétaires et commerciales, ces Etats africains ont décidé d'adopter un projet de création d'un Fonds Monétaire Africain dans le cadre du Plan de Lagos²². Ce Fonds se conforme aux objectifs de l'unité africaine qui intéresse tous les Etats arabes africains membres du Fonds Monétaire Arabe. Il couvrira les secteurs géographiques et d'intervention du Fonds Monétaire Arabe qui risque de connaître des problèmes d'affirmation en Afrique, à moins qu'ils ne soient résolus par la collaboration entre les deux organismes conformément aux principes préétablis de la coopération économique et financière arabo-africaine.

Il convient donc de souligner que pour répondre aux impératifs d'intégration économique, financière et monétaire et d'extension de son influence multiforme en Afrique et en Asie, le Monde Arabe (surtout africain), sera engagé dans les deux Fonds Monétaires.

19 A.A.V.V., Les partenaires de l'Afrique, "Jeune Afrique Economie", N° Spécial, Décembre 1986, Ibid. A.A.V.V., L'Afrique et ses partenaires: pays à la conquête des chasses gardées, "Jeune Afrique Economie", N° Spécial 110, Ibid. S. Bessis, Maghreb: l'offensive italienne, "Jeune Afrique Economie", N°113, Ibid.

20 A.A.V.V., L'Afrique peut-elle sortir de la crise?, "Jeune Afrique Economie", N° Spécial, Décembre 1986, op. cit. pp.7-21.

21 A. Adedeji, Vers un Fonds Monétaire Africain, "Jeune Afrique Economie", N°45, Août 1984, p.22.

22 A. Adedeji, Vers un Fonds Monétaire Africain, "Jeune Afrique Economie", N°45, Août 1984, pp.22-24. M.A. Barry, Zone Franc: treize pays africains et la France, "Jeune Afrique Economie", N°45, Août 1984, pp.30-36.

res. Du reste, ce double engagement qui ralentit le processus d'intégration inter-arabe inlassablement le F.M.A., se vérifie depuis 1960 à travers les autres organismes panafricains: la Banque Africaine de Développement (B.A.D.) et l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.), qui acquièrent de plus en plus des compétences en matière d'intégration économique, financière et monétaire inter-africaine. Ceci nous incite à penser que l'action du Monde Arabe et du F.M.A. entreprise soit directement, soit par le biais de la coopération arabo-africaine, se placerait dans la perspective d'une intégration économique, financière et monétaire qui emporterait l'Afrique et l'Asie arabe.

Une telle intégration s'explique déjà par la logique de la stratégie de l'extension de l'influence économico-financière arabe en Afrique subsaharienne, en Somalie et au Soudan en particulier, et à travers un ensemble d'organismes renforcé par le Fonds Monétaire Arabe. Elle aura pour dessein fondamental de répondre aussi aux impératifs des nouvelles relations et échanges internationaux qui naîtront en fonction de l'intégration économique, financière et monétaire en Europe et de l'affaiblissement de la zone monétaire du Dollar à laquelle les Etats arabes et le F.M.A. se sont référés pour constituer leur immenses réserves financières par lesquelles ils justifiaient la stabilité de leurs monnaies locales, l'inutilité de la création immédiate du Dinar multinational et la multiplication de leurs investissements en Occident en particulier, au détriment de la politique de formation des marchés ou places financières arabes qui figurent dans le programme récent du Fonds Monétaire Arabe.

Toutefois, l'intention du Monde Arabe de se dégager de l'emprise exercée par le Dollar et la future monnaie européenne et qui est attestée par la création du F.M.A., conduirait, (comme cela est clairement indiqué par les efforts d'intégration économique au Maghreb et au Moyen Orient en Février 1989), à la naissance d'une zone du Dinar multinational. Celle-ci porterait au renforcement du rôle et des moyens financiers du F.M.A. qui s'oriente déjà vers la promotion de la diversification des secteurs économiques, financiers et commerciaux autonomes de l'économie arabe largement dominée par la spécialisation pétrolière. En tout cas, ce Dinar réel multinational, serait non seulement un des points concrets et avancés de l'intégration économico-financière et monétaire et pour le développement du commerce inter-arabe, mais aussi un paramètre crédible de référence pour la détermination des progrès réalisés et stimulés par le F.M.A. dans le Monde Arabe. Quelle est donc la situation des rapports du F.M.A. et du Dinar actuel?

6. Le F.M.A. et le Dinar Actuel

Les considérations précédentes relatives au rôle limité du F.M.A., dû à la faiblesse de

la coopération économique, financière et monétaire inter-arabe, permettent d'affiner que le Dinar arabe n'est pas encore une monnaie multinationale réelle. Bien qu'il soit employé par le F.M.A. d'une manière courante pour mesurer les écarts de change entre les monnaies arabes, il n'est pas encore dans les conditions de jouer un rôle similaire à celui de l'Ecu dans le système monétaire européen. Il n'est pas calculé sur la base d'un panier des monnaies nationales, constitué selon une pondération appropriée. Le Dinar arabe est clairement défini comme ayant une valeur de 3 d.t.s. du Fonds Monétaire International (F.M.I.)²³.

Or en raison des problèmes d'inconvertibilité qu'elles posent, aucune monnaie arabe ne figure dans le panier des monnaies constitué par le F.M.A., en vue du calcul et de l'appréciation du d.t.s. D'où la déduction que les monnaies arabes n'ont pas d'autres rapports que ceux qu'elles entretiennent avec le d.t.s. Le Dinar Arabe n'oppose qu'une valeur symbolique déterminée par des impératifs politiques de l'intégration économique arabe dans laquelle le F.M.A. est impliqué. En d'autres termes, on peut soutenir que c'est un étalon artificiel qui caractérise une coopération monétaire affectant des Etats qui ne maîtrisent même pas une de ses composantes.

En fonction de ce Dinar ainsi défini, le F.M.A. semble jouer le rôle qui aurait pu être reconnu ou assigné à un bureau régional du F.M.I., même s'il dispose des éléments supplémentaires qui peuvent être analysés comme des moyens complémentaires. Ce sont: les prêts, les garanties et le financement du commerce inter-arabe. Ces derniers constituent des catégories d'opérations accomplies par le F.M.A. en se conformant aux normes statutaires relatives aux objectifs qu'il doit atteindre.

7. Les Opérations du F.M.A.

Les Statuts du Fonds sont assez clairs en ce qui concerne les destinataires des concours financiers qui faciliteraient les échanges commerciaux inter-arabes²⁴. Ils précisent que "les pays bénéficiaires sont ceux qui souffrent d'un déficit de leurs balances des paiements envers celles des autres Etats membres du Fonds Monétaire".⁽²⁵⁾ Toutefois, ces concours financiers sont assortis d'une condition à laquelle les Etats ne peuvent se soustraire: "leurs balances des paiements doivent être affectées par un déficit sérieux dont la gravité relève de l'appréciation du Fonds Monétaire Arabe". Cette condition est imposée aux Etats parce que le F.M.A. n'intervient que pour compléter,

23 *The Middle East and North Africa*, 1986, op. cit. p.213. *The Middle East and North Africa*, 1987, op. cit.

24 *Arab Monetary Fund, Structure and Activities*, op. cit. pp.10, 11, 30.

25 *Arab Monetary Fund, Structure and Activities*, op. cit. p. 30.

s'il y a lieu, l'action du Fonds Monétaire International qui exerce le véritable contrôle sur la situation monétaire, économique et financière des Etats arabes, comme il en a été le cas du Maroc et de la Tunisie en particulier, où les mesures du F.M.I. ont provoqué des protestations gouvernementales et populaires il y a à peine quelques années.

La prépondérance du F.M.I. en matière de contrôle et de financement des déficits des balances des paiements de certains pays arabes africains en particulier, membres du F.M.A., s'explique par l'existence récente du Fonds Monétaire Arabe, de l'insuffisance de son expérience, et donc de son autorité en vertu desquelles il aurait pu adresser des conseils et des injonctions aux Etats qui auraient besoin de ses concours financiers. De telles injonctions auraient été possibles si le Fonds disposait de moyens financiers suffisants pour intervenir davantage et réduire en fait la résistance des Etats contre le principe de l'éventuelle limitation de leur souveraineté en matière de politique monétaire en particulier. Notons en passant que surtout dans les années de l'opulence due au pétrole, cette forme de résistance des Etats n'a pas moins été à l'origine de la lenteur de la formation du système d'intégration économique globale, pour laquelle la contribution du F.M.A. s'avère sans doute indispensable.

Quant aux diverses formes d'intervention proprement dites, opérées par le F.M.A., il faut d'abord considérer que les garanties qu'il a accordées, n'ont pas laissé de traces dans les rapports annuels de 1986 et 1987. Les différentes catégories des prêts octroyés par cette institution arabe sont: le prêt automatique pour le financement du déficit normal de la balance des paiements; le prêt ordinaire accordé lorsque le déficit excède le montant qu'un Etat devrait obtenir sous forme de prêt automatique; le prêt élargi octroyé lorsque les ressources du prêt automatique sont épuisées et qu'il subsiste un déficit structurel; le prêt compensatoire ou complémentaire destiné au financement d'un déficit imprévu du fait de la survenance d'une baisse des prix des produits exportés ou d'une augmentation du volume de ceux importés. C'est dans cet esprit que pour la chute de sa production de coton et des recettes financières modestes qu'elle a engendrées, le Soudan a bénéficié, en 1980, du premier prêt compensatoire du F.M.A. dont le montant est de 5 millions de dinars²⁶.

Les prêts automatiques et compensatoires sont remboursables dans les trois années qui suivent le moment de leur attribution, tandis que les prêts ordinaires et élargis le sont respectivement dans les cinq et sept années suivantes.

En 1981, le Fonds a introduit un procédé destiné à encourager le commerce inter-

²⁶ *Arab Monetary Fund, Structure and Activities*, op. cit. p.36.

arabe. Chaque Etat membre du F.M.A. peut emprunter un montant de ressources équivalent à 100% de ses souscriptions libérées et payées en monnaies convertibles, mais non excédant le poids de son déficit commercial avec les autres pays membres du Fonds. Le prêt est remboursable dans les quatre années qui suivent la date de son octroi²⁷.

Ces principes d'attribution des prêts sont très souples, convenables et s'adaptent bien aux conditions économiques et financières variées des Etats membres plus ou moins pauvres, non arabes comme la Somalie et semi arabe comme le Soudan, que le Monde Arabe tend à entraîner dans son système d'intégration économique, monétaire etc., pour lequel le F.M.A. a la charge d'assumer un rôle d'avant garde.

Depuis la création du F.M.A., le total des prêts ordinaires et élargis octroyés s'élève à 107,9 millions de Dinars arabes dont 34 millions ont été remboursés. Pour la période de 1986 qui semble être une étape charnière ou de lancement des opérations, 6 prêts équivalents à 17 millions de Dinars ont été accordés à cinq pays qui sont parmi les plus pauvres (Egypte, Maroc, Mauritanie, Soudan, Syrie). 6 millions ont été remboursés²⁸. Entre 1978 et 1985, qui est la période de tâtonnement et de la modeste affirmation du F.M.A., le total des prêts approuvés est de 53 pour un montant de 299,031 millions de Dinars répartis sur cinq types d'opérations que nous indiquons²⁹.

La part la plus importante de ces engagements financiers a été réservée à 32 prêts automatiques dont le montant est de 127,853 millions de Dinars. Ce nombre élevé de prêts automatiques permet de penser qu'un nombre non négligeable d'Etats membres traversaient une période assez longue de déficit normal de leurs balances des paiements. Par contre, les 7 prêts compensatoires ou complémentaires se sont élevés à 58,280 millions de Dinars correspondant à un montant qui se situe au-dessous de celui concédé aux prêts automatiques. Ils traduisent le fait que sept pays ont été affectés par des déficits imprévus dus à la baisse des prix des produits exportés et à l'augmentation du volume de ceux importés. Les 6 prêts élargis dont le montant est de 75,580 millions excédant celui imparté aux prêts compensatoires, révèle tout au plus qu'un nombre d'Etats équivalent à celui des prêts, on dû épuiser les ressources des prêts automatiques et ont connu une persistance des déficits structurels de leurs balances des paiements au-delà de la période 1978-85³⁰. 5 prêts de promotion du commerce inter-arabe dont le montant n'est que

27 Arab Monetary Fund, *Structure and Activities*, op. cit. p. 28. *The Middle East and North Africa*, 1982-1983, Europa Publications Limited, London, 1983, p. 176.

28 A la fin de 1986, les encours totaux du F.M.A. étaient de 183, 843 millions de dinars répartis entre dix pays.

29 *The Middle East and North Africa*, 1987, op. cit. p. 226. Arab Monetary Fund, *Annual Report*, 1985, p. 45.

30 De 1978 à 1987, le nombre de prêts accordés est de 67 pour un montant global de 358,168 millions de dirars.

Arab Monetary Fund, *Annual Report* 1987, op. cit. p. 44.

de 14,480, traduit l'effort déployé par le F.M.A. pour stimuler les échanges commerciaux dont le volume se révèle sans doute très faible en raison des limites des ressources engagées mentionnées et du nombre peu élevé d'Etats concernés. Par contre, 3 prêts ordinaires seulement dont le montant est de 22,820 millions, ont été octroyés. Ces derniers prêts permettent de signaler que trois pays ont subi un déficit excédant le montant des fonds qu'ils ont obtenus sous forme de prêts automatiques.

De 1978 à 1987³¹ le nombre de prêts approuvés et consentis s'élève à 67 pour un montant global de 358,188 millions de Dinars soit:

- 40 prêts automatiques pour 149,708 millions de Dinars;
- 5 prêts ordinaires de 32,320 millions de Dinars;
- 7 prêts compensatoires ou complémentaires de 78,830 millions de Dinars;
- 7 prêts élargis de 58,280 millions de Dinars;
- 8 prêts de stimulation des échanges commerciaux inter-arabes pour un montant de 39,050 millions de Dinars.

Les résultats de cette période opérationnelle complète, révèlent une forte tendance à l'augmentation des prêts automatiques pour résoudre le problème épineux des déficits normaux des balances des paiements qui devient un point prioritaire de la politique de financement du F.M.A. Tandis que l'augmentation du nombre des prêts compensatoires et élargis, est plutôt contenu dans la période 1985-87, la nette croissance du nombre d'opérations de stimulation du commerce inter-arabe dont le montant est réduit, accuse l'importance que le F.M.A. entend donner aux échanges inter-étatiques qui se conformeraient aux objectifs de l'intégration arabe prévus par les Statuts du Fonds. L'augmentation relative des prêts ordinaires dans la période 1985-87, est la conséquence logique de la persistance des déficits des balances des paiements de quelques pays non pétroliers dont la République Arabe du Yemen, la Somalie, le Soudan qui n'ont pu avoir satisfaction avec les ressources des prêts automatiques depuis 1978.

Entre 1985 et 1987, le nombre de prêts a connu une notable augmentation tandis que leurs montants subissaient une relative baisse. A titre de comparaison, signalons qu'en 1983, les 10 prêts consentis s'élevaient à 80, 925 millions de Dinars tandis que le coût de 11 prêts de 1986 a été de 33,855 millions. Par contre, 1987 a connu une réduction remarquable des prêts au nombre de 3 mais d'un montant relativement plus élevé

31 *Arab Monetary Fund, Structure and Activities*, op. cit. p.35. *Arab Monetary Fund, Annual Report, 1983*, pp.41-42. *Arab Monetary Fund, Annual Report, 1984*, pp.51-52. *Arab Monetary Fund, Annual Report, 1985*, pp. 47-51. *Arab Monetary Fund, Annual Report 1986*, pp.15, 52. L'année 1977 est celle de l'approbation des premiers prêts octroyés en 1978.

(29,120 millions), à peine inférieur à celui des 1978, 1979 et 1980 soit 34,813 millions pour un total de 11 prêts. Le fait de n'avoir pas octroyé des prêts automatiques, compensatoires et élargis en 1987, s'explique moins par l'inexistence des déficits des balances des paiements des Etats membres qui persistent, que par les disponibilités financières du Fonds. Le tableau ci-dessous, expose la situation globale des prêts approuvés et consentis de 1978 à 1987³².

Le montant de ces engagements financiers représente 60% du capital souscrit. Ce pourcentage a été de 50% en 1982 et est passé à 80% en 1983, 70% en 1984, 63% en 1985. Ce rythme se poursuit et permet de penser que la liquidité du F.M.A. s'est améliorée dans les sept dernières années.

Les dix pays (Egypte, Irak, Jordanie, Mauritanie, Maroc, Somalie, Soudan, Syrie, Yémen du Nord et Yémen du Sud) qui, à la fin de 1986, ont été débiteurs de 183,843 millions de Dinars à l'égard du Fonds Monétaire Arabe, ont souscrit et payé leur participations au capital de cette institution pour un montant de 109 millions. Leur endettement net envers le F.M.A., représente 74 millions de Dinars, qui constituent le fonds essentiel de la coopération monétaire inter-arabe, soit à peu près la contribution de la seule Arabie Saoudite qui ne prélève rien sous forme de prêts du Fonds Monétaire Arabe³³.

Ce bilan qui ne suscite aucun enthousiasme, n'est pas le résultat du manque de dynamisme de cette institution. Il est clairement le reflet de la faiblesse de la coopération monétaire inter-arabe, qui exige encore plus d'engagements politiques et financiers en faveur de cet organisme qui a besoin de jouer son rôle en faveur de l'intégration économique et monétaire arabe.

8. Conclusion

Les arguments qui précèdent accusent la résistance des Etats arabes pour l'abandon de leur souveraineté dans le domaine monétaire en faveur du F.M.A. Le pourcentage très bas: 7% représentant le commerce inter-arabe que le Fonds est en train de stimuler par ses concours financiers, trahit cette disponibilité limitée de ces Etats en la matière.

Les signes avant-coureurs de l'Unité monétaire arabe progressive mais lente, et du renforcement du F.M.A. qu'elle entraînerait, sont révélés par la constitution en Février 1989, de deux organisations: le Conseil de Coopération Arabe et l'Union du Maghreb

32 Arab Monetary Fund, Annual Report 1987, p.44.

33 B. Touzani, Monde Arabe, Coopération et Union politique, "Jeune Afrique Economie", N°108, op. cit. p.85.

Arabe comparables au Marché Commun Européen. Ces deux organisations ont pour objectifs de promouvoir l'intégration économique et la coordination des relations commerciales inter-arabes, en dehors de toute imposition des modèles et structures politiques et économiques abstraits: c'est-à-dire étrangers.

Au niveau du Maghreb, un des points importants du débat sur l'intégration projetée, concerne justement l'unité, les réformes monétaires et l'opportunité d'étendre la future zone monétaire et économique maghrébine aux Niger, Soudan et Tchad. Cette extension pourrait entraîner un renforcement structurel, financier et des compétences géographiques du Fonds Monétaire Arabe. Mais l'inexécution du projet d'extension de cette zone à ces Etats et notamment au Soudan membre du F.M.A., en fait exclu de l'Union du Maghreb Arabe, constitue une fois de plus, un recul de la stratégie de la promotion de l'intégration économique arabe du renforcement des structures de coopération et d'unification monétaires érigées sous la forme du Fonds Monétaire Arabe actuel.

Table 1

Année	Prêts approuvés par type et montant en milliers de Dinars											
	Automatiques		Ordinaires		Compensatoires		Elargis		Commerciaux		Total	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
1978	2	6,563	—	—	—	—	—	—	—	—	2	6,563
1979	4	5,250	—	—	1	11,250	—	—	—	—	5	16,500
1980	2	2,250	1	4,500	—	—	1	5,000	—	—	4	11,750
1981	6	15,405	1	8,820	2	44,590	1	9,800	—	—	10	78,615
1982	5	14,280	—	—	2	13,240	1	3,920	—	—	8	31,440
1983	4	34,545	1	5,700	—	—	2	31,800	3	8,880	10	80,925
1984	3	7,065	—	—	1	6,500	—	—	1	4,900	5	18,465
1985	6	42,495	—	—	—	—	2	7,760	1	0,700	9	50,955
1986	8	21,855	1	6,250	1	3,250	—	—	1	2,500	11	33,855
1987	—	—	1	7,050	—	—	—	—	2	22,070	3	29,120
Total	40	149,708	5	32,320	7	78,830	7	58,280	6	39,050	67	358,188

RESUME

La création de la Ligue Arabe (1945), du F.M.I. (1946) considéré comme institution modèle par le Monde Arabe et la coopération entre les Etats, les Banques Centrales des 21 pays membres, le Conseil de l'Unité Economique Arabe et le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social, ont marqué l'histoire du F.M.A. créé en 1977.

Les Statuts du F.M.A. prévoient huit objectifs concernant la coopération monétaire, la gestion des politiques économiques, commerciales et le développement des marchés financiers. Le but visé est le développement des Etats membres et l'intégration économique arabe. Le F.M.A. accorde 5 catégories des prêts et des garanties. Depuis 1977, le F.M.A. a octroyé des prêts ordinaires et élargis pour 107 millions d.a. dont 34 ont été remboursés. En 1986, il en a accordé 6 pour 17 millions dont 6 ont été remboursés. Entre 1978 et 1987, 67 prêts de 358,118 millions ont été octroyés. L'ensemble des prêts caractérise le financement des déficits persistants des balances des paiements des Etats membres.

Le montant de ces engagements représente 60% du capital souscrit. Ce pourcentage a été de 50% en 1982, 80% en 1983, 70% en 1984, 63% en 1985. Ce rythme continue et traduit l'amélioration de la liquidité du Fonds dans les dernières années. A la fin de 1986, les dix pays débiteurs du Fonds pour 183,843 millions d.a., ont souscrit et payé leurs contributions de 109 millions au capital du F.M.A. Leur endettement de 74 millions, constitue le fonds essentiel de la coopération monétaire inter-arabe, soit la contribution de la seule Arabie Saoudite.

Ce bilan insatisfaisant reflète la faiblesse de la coopération monétaire et financière inter-arabe. Cette faiblesse trouve ses causes dans les idées relatives à l'unité arabe, à la stabilité des monnaies, à la construction nationale sur des bases économique-financières internes et à l'utilisation de la Zone du Dollar au détriment du Dinar Arabe, qui est la monnaie de référence du Fonds dont le renforcement dépendra largement des processus d'intégration économique et monétaire en promotion au Maghreb et au Moyen-Orient.